Burundi : élections biaisées, craintes de violences

La Libre Belgique,Â 19 mai 2020 Ce sont 46% des prÃ¨s de 12 millions de Burundais qui sont appelÃ©s aux urnes ce mercredi pour les Ã©lections prÃ©sidentielle, lÃ©gislatives et communales. La population de ce pays, aujourdâ€™hui parmi les trois plus pauvres du monde, est en effet composÃ©e Ã 54% de moins de 18 ans, dont lâ€™avenir est bouchÃ© alors que le Burundi nâ€™arrive pas Ã sortir de la crise dans laquelle lâ€™a plongÃ©, en 2015, la volontÃ© du prÃ©sident Pierre Nkurunziz prÃ©senter Ã un troisiÃ¨me mandat de cinq ans. Lâ€™Accord de paix dâ€™Arusha, qui mit fin Ã la guerre civile (1993-2005) in expressÃ©ment quâ€™un chef dâ€™Etat soit plus de dix ans au pouvoir.

Pierre Nkurunziza a renoncÃ© Ã un quatriÃ¨me mandat au profit du gÃ©nÃ©ral-major Evariste Ndayishimiye, candidat du parti au pouvoir, le CNDD-FDD Ã lâ€™a prÃ©sidentielle de mercredi. Son principal rival est Agathon Rwasa, du CNL. Si les deux hommes sont issus dâ€™anciens mouvements de guÃ©rilla hutus rivaux, lâ€™outsider a surpris par les impressionnantes foules quâ€™il a dÃ©placÃ©es durant la campagne, malgrÃ© les embÃ»ches interposÃ©es par les administrations et la peur de reprÃ©sailles de la milice du CNDD-FDD, les Imbonerakure, et parfois des forces de lâ€™ordre. Tant et si bien que dans lâ€™opposition, chez nombre dâ€™observateurs, dans la sociÃ©tÃ© civile et jusquâ€™au sein du pouvoir CNDD-FDD, la conv large que les Ã©lecteurs veulent dÃ©sespÃ©rÃ©ment un changement. Des scrutins biaisÃ©s et Ã huis clos Ce dernier, cependant, risque de ne pas Ãªtre celui attendu. En effet, non seulement la Commission Ã©lectorale nationale indÃ©pendante (Ceni) a Ã©tÃ© dÃ©noncÃ©e comme partiale en faveur du pouvoir, mais le gouvernement burundais a refusÃ© observateur de lâ€™Onu ou de lâ€™Union europÃ©enne et a Ã©cartÃ© ceux de lâ€™East African Community en leur annonÃ mai, quâ€™ils seraient soumis Ã une quarantaine en raison de la pandÃ©mie de coronavirus, ce qui ne les libÃ©rerait quâ€™a les scrutins. Et le prÃ©sident de la Ceni a interdit aux observateurs locaux et Ã©trangers dâ€™utiliser des tÃ©lÃ©phones mobile de prendre des photos dans les bureaux de vote. On sâ€™attend donc Ã des scrutins biaisÃ©s et Ã huis clos. Un nouveau dÃ©chaÃ®nement de violences â€“ comme en 2015 pour rÃ©primer le rejet dâ€™un nouveau mandat de Nkurunziza â€“ est re En effet, aprÃ¨s avoir supportÃ© une importante part de la rÃ©pression (plus de 200 de ses membres auraient Ã©tÃ© arrÃªtÃ©s moins de deux semaines de campagne), ces derniÃ¨res annÃ©es, le CNL est galvanisÃ© par ses succÃ¨s de foule, qui contrastent avec le public clairsemÃ© du dernier meeting de campagne du gÃ©nÃ©ral-major Evariste Ndayishimiye. Et dÃ©but mai, Agathon Rwasa, a demandÃ© Ã ses troupes de ne plus se laisser frapper sans rÃ©agir; plusieurs graves affrontements entre CNL et Imbonerakure ont Ã©tÃ© rapportÃ©s, mais la police prÃ©sente systÃ©matiquement les opposants comme les aggresseurs, les miliciens comme des victimes. Aggraver ses propres tares Il existe, diffus, un sentiment gÃ©nÃ©ral que les Ã©lections offrent une possibilitÃ© de se dÃ©barrasser dâ€™un rÃ©gime en faillite, alors que ce dernier pourrait aggraver s tares grÃ¢ce aux nouvelles dispositions constitutionnelles qui entreront en vigueur avec le nouveau chef de lâ€™Etat. Ainsi, soulignait le mois dernier le Pr. Stef Vandeginste, de lâ€™UniversitÃ© dâ€™Anvers, le PrÃ©sident ne devra plus avoir un gouvernement de coalition, une des obligations qui avait ramenÃ© la paix Ã lâ€™issue de la guerre civile. Si lâ€™institution du Premier ministre est rÃ©tablie, le chef de lâ€™Etat voit ses pouvoirs accrus, notamment parce quâ€™il dÃ©termine la politique Nation, le gouvernement nâ€™en Ã©tant plus que lâ€™exÃ©cutant; parce quâ€™il peut ne pas promulguer une loi votÃ©e par sans mÃªme devoir sâ€™expliquer; ou parce quâ€™il aura le contrÃ´le exclusif sur les Services de renseignements, qui ne sero plus soumis aux quotas ethniques. Quinze organisations burundaises de la SociÃ©tÃ© civile indÃ©pendante craignent un scÃ©nario de scrutins frauduleux dÃ©bouchant sur une guerre civile, comme au Kenya en 2007 et en CÃ´te-dâ€™Ivoire en 201 Des militaires lourdement armÃ©s et des Imbonerkure patrouillaient dÃ©jÃ mardi Ã Bujumbura, principale ville du pays et foyer dâ€™opposition. Des informations circulent sur les rÃ©seaux sociaux au sujet de distributions massives dâ€™armes par le militaires aux Imbonerakure. Par Marie-France Cros

Â

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});